

unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 14 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FERTIVAL SA

ZAC de Beausoleil
22400 LAMBALLE-ARMOR

Code AIOT : 0005500088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2022 dans l'établissement FERTIVAL SA implanté ZAC de Beausoleil Rue de la Jeannaie - MAROUE 22400 LAMBALLE-ARMOR. L'inspection a été annoncée le 12/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le département des Côtes-d'Armor connaît une période de sécheresse et des températures supérieures aux normales saisonnières qui conduisent à une dégradation importante du débit des cours d'eau, associée à une augmentation significative des besoins en eau potable, sans possibilité de reconstituer les réserves rapidement.

Les mesures de restriction de l'usage de l'eau, déjà mises en œuvre avec les arrêtés préfectoraux du 21 juillet puis du 28 juillet 2022, s'avèrent insuffisantes pour garantir que la distribution d'eau potable et que la disponibilité de l'eau pour les activités économiques de production seront assurées à moyen terme.

Dans ce contexte, après avis exprimé à l'unanimité par le Comité de gestion de la ressource en eau (CGRE), réuni le 9 août 2022, le préfet des Côtes-d'Armor a décidé de renforcer les mesures de restriction de l'usage de l'eau en plaçant l'ensemble du département en situation de CRISE, conformément aux dispositions de l'arrêté cadre sécheresse.

Ce classement conduit aux mesures de restriction indiquées dans l'arrêté préfectoral du 10 août 2022 pour tous les prélèvements d'eau à partir du réseau public d'alimentation en eau potable et dans le milieu naturel (forages, puits, prélèvements en rivière, plans d'eau ou retenues connectés durant l'étiage), effectués à l'aide d'installations fixes ou mobiles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERTIVAL SA
- ZAC de Beausoleil Rue de la Jeannaie - MAROUE 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005500088
- Régime : Autorisation

La SAS FERTIVAL, filiale du groupe COOPERL ARC ATLANTIQUE (spécialisé dans l'abattage et la transformation des viandes de porcs) est autorisée par arrêté préfectoral du 19 février 2008 à exploiter sur son site de Lamballe une usine de traitement et de valorisation de déchets non dangereux.

Les unités de FERTIVAL Lamballe produisent de l'énergie au travers de ses lignes de traitement de déchets « biomasse » (four et oxydeur), du biocombustible Combioval (unité de traitement de déchets gras) et des matières premières dans la fabrication d'engrais organiques (ligne de séchage des boues de lisier dont le TRAC, extrait solide de lisier de porcs) et de boues issues du prétraitement des effluents de l'abattoir).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la consommation d'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Niveau d'alerte sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 1er

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection prend note des différents projets en faveur de l'environnement que COOPERL met en œuvre (notamment le projet de valorisation des coproduits graisseux en biocarburant, le traitement et recyclage de l'eau usée, le projet de REUSE pour réutiliser l'eau usée issue de sa station d'épuration pour l'atelier boyauderie de son abattoir). Cependant, la politique mise en œuvre par l'exploitant pour son entité FERTIVAL n'est pas suffisamment convaincante face aux enjeux de préservation de la ressource en eau.

C'est pourquoi l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions :

- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10/08/2022. L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour améliorer le diagnostic de sa consommation d'eau pour ses installations industrielles FERTIVAL afin qu'il soit plus précis et détaillé, et pour en tirer un plan d'actions convaincant comprenant des actions concrètes, à la fois organisationnelles mais également techniques, un calendrier de mise en œuvre et des objectifs chiffrés de réduction.
- de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19/02/2008. L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour mettre en place a minima un compteur sur l'entité de FERTIVAL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau d'alerte sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Déclaration des niveaux de sécheresse sur le département des Côtes d'Armor
Constats : L'arrêté préfectoral du 10 août 2022, pris en application de l'arrêté cadre sécheresse du 16 juin 2022, a déclaré en état de "crise sécheresse" tout le département au titre des milieux aquatiques. Il définit les mesures de restriction applicables. Le site est notamment visé par les mesures définies à l'article 2 ligne 7.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Usage de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée: Réduction impérative de – 25 % et objectif à – 40 % de la consommation moyenne hebdomadaire interannuelle calculée sur les 5 dernières années correspondant à la période en cours hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il a mis en œuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
Constats : L'exploitant a réalisé en interne un rapport d'audit de la consommation d'eau de sa branche CEN : Cooperl Environnement. Cette branche comprend deux entités : <ul style="list-style-type: none">• L'entité Cooperl qui regroupe 2 chaudières vapeur alimentés au gaz naturel, les Coproduits, le traitement physico-chimique, la STEP, les structure sanitaires ;• L'entité Fertival qui comprend l'incinérateur, l'oxydeur, les structures sanitaires et Combioval. Cet audit a été réalisé entre le 10 et le 12 août 2022 sur l'ensemble de la branche CEN. L'audit se focalise sur les 4 installations les plus consommatrices en eau, à savoir les 2 chaudières vapeur de Cooperl, l'incinérateur et l'oxydeur de Fertival. Ces installations ont pour objectifs de produire de la vapeur pour alimenter les outils de production et les locaux administratifs de la Cooperl. L'analyse de l'audit présenté lors de l'inspection met en évidence que : <ul style="list-style-type: none">- le diagnostic ne porte pas uniquement sur l'entité FERTIVAL et il est difficile de différencier les consommations des différentes entités,- il n'est pas suffisamment précis et détaillé,- il ne se base que sur des consommations annuelles,- l'entité FERTIVAL ne dispose d'aucun compteur propre ni aucun sous-compteur permettant d'affiner l'analyse des consommations d'eau des équipements les plus consommateurs.

Pour finir, l'audit préconise de mettre en œuvre 5 actions :

- 2 actions de sensibilisation du personnel ;
- la mise en place de sous-compteurs permettant de suivre au mieux la consommation d'eau ;
- le développement de la réutilisation des eaux traitées par la station d'épuration : projet REUSE ;
- la récupération et la réutilisation d'eau de pluie.

Ce plan d'actions ne répond pas aux attentes de l'inspection. En effet :

- il ne précise pas les gains en économies d'eau attendus pour chacune des actions,
- aucun calendrier de mise en œuvre n'est précisé,
- il n'indique ni le nombre ni l'emplacement des sous-compteurs,
- il n'explique pas pour quel usage les eaux de pluie seront utilisées,
- le projet REUSE n'est à ce stade pas encore autorisé par la réglementation et ne concerne pas l'entité FERTIVAL mais l'abattoir de la COOPERL.

Ainsi, l'audit réalisé manque de consistance et le plan d'actions n'est pas convaincant. A noter que ce diagnostic a été réalisé en moins de 3 jours suite à la parution de l'arrêté préfectoral du 10 août 2022.

C'est pourquoi, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10/08/2022.

L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour améliorer son diagnostic afin qu'il soit plus précis et détaillé, et pour en tirer un plan d'actions convaincant comprenant des actions concrètes, à la fois organisationnelles mais également techniques, un calendrier de mise en œuvre et des objectifs chiffrés de réduction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement (réseau public d'adduction, etc ...) doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé des index à la fin de chaque année civile sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées et des autres services de contrôle.

Constats :

L'audit réalisé par la COOPERL met en évidence les consommations suivantes :

- *pour la branche CEN comprenant les deux entités (Cooperl et Fertival) :*

- la consommation d'eau du site de Cooperl CEN a diminué entre 2017 et 2021 passant de 116 328 m³ à 93 773 m³, soit une réduction de 19,39 % ;
- la vapeur produite par le site de Cooperl CEN a diminué entre 2017 et 2021 passant de 176 939 tonnes à 169 746 tonnes.
- La consommation d'eau en m³ par tonne de vapeur produite a stagné entre 2017 et 2019 (entre 0,55 et 0,57 m³ / tonne). Par contre, ce ratio d'eau a diminué en 2020 (0,45 m³ tonne, soit une réduction de 22%) et en 2021 (0,48 m³ / tonne, soit une réduction de 17%).

- pour l'entité Fertilal :

a). L'incinérateur :

L'incinérateur consomme annuellement entre 61 384 m³ en 2017 et 47 604 m³ en 2021.

Le ratio de l'incinérateur a diminué depuis 2017 passant de 0,73 à 0,47 m³ d'eau consommée par tonne de vapeur produite en 2021.

b). L'oxydeur :

L'oxydeur consomme annuellement entre 25 996 m³ en 2017 et 13 583 m³ en 2021.

Le ratio de l'oxydeur a diminué depuis 2017 passant de 0,69 à 0,48 m³ d'eau consommée par tonne de vapeur produite en 2021.

L'exploitant explique la baisse de consommation annuelle d'eau de la branche CEN par la diminution de la demande en vapeur des autres entités de COOPERL. De ce fait, la production de vapeur par la branche CEN est moins importante et donc la consommation d'eau pour en produire diminue. Cette baisse de la demande en vapeur a été possible grâce aux actions suivantes de la COOPERL :

- utilisation de l'eau osmosée reminéralisée de la STEP industrielle utilisée notamment pour des process de lavage ;
- utilisation de l'eau issue du process du méthaniseur utilisée pour les process industriels ;
- récupération de la chaleur fatale : depuis 2016, un réseau d'échangeurs thermiques permet de récupérer la chaleur fatale des outils de production Cooperl et en 2020, l'exploitant a développé une nouvelle boucle eau chaude pour l'abattoir. Cette récupération de la chaleur fatale permet de réduire le besoin de vapeur des installations.

L'audit réalisé par l'exploitant révèle les lacunes suivantes :

- les installations qui sont très consommatrices en ressource ne disposent pas de sous-compteurs. Ainsi, l'évaluation de la consommation des installations repose sur des estimations :
« La consommation d'eau pour les outils de production de vapeur (Incinérateur et Oxydeur pour Fertilal et Babcock et Alstom) est calculée par différence entre le compteur CEDEV et la consommation des charges de structure de Fertilal. »
« Les consommations d'eau pour chaque outil de production vapeur sont calculées grâce au prorata entre la consommation d'eau globale des outils et leurs compteurs individuels de production vapeur. »
- « les compteurs sont relevés manuellement. Cooperl CEN ne dispose pas de télérelève. De nombreuses actions d'économie d'eau sont historiques et n'ont pas été documentées. »

Pour étudier la consommation d'eau de ses installations, l'audit s'appuie sur les factures d'eau distribuées par Véolia de manière trimestrielle.

Une des actions proposées suite à l'audit consiste à mettre en place des sous-compteurs sur les principaux postes de consommation d'eau de réseau et d'intégrer des alarmes en cas de franchissement d'un seuil limite pour rechercher et remédier aux dérives.

De plus, l'exploitant a présenté à l'inspection le détail des consommations d'eau sur la base de la fiche d'auto-diagnostic envoyé à l'exploitant lors de l'annonce de l'inspection.

D'après les données fournies par l'exploitant, la consommation moyenne sur les 5 dernières années entre juillet et septembre est de 1 364 m³ / semaine. Cette moyenne prend en compte les mois de juillet à septembre.

La consommation en eau de l'installation en 2022 est la suivante :

- 1 463 m³ pour la semaine 31, soit une augmentation de 7 % par rapport à la consommation moyenne ;
- 1 446 m³ pour la semaine 32, soit une augmentation de 6 % par rapport à la consommation moyenne.

L'industriel n'a donc pas baissé sa consommation d'eau par rapport à sa consommation moyenne sur les 5 dernières années depuis que le secteur concerné par l'établissement a été placé en situation d'ALERTE RENFORCE à compter du 28/07/2022 (semaine 30) puis de CRISE à compter du 10 août 2022, soit la semaine 32.

Le compteur principal est relevé à une fréquence hebdomadaire du fait de la sécheresse.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19/02/2008.

L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour mettre en place a minima un compteur sur l'entité de Fertility.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours